

Rentrée post JO bien triste en EPS et à l'UNSS

Après la ferveur des JO, nous retournons gentiment travailler sans ministre en poste. Pourtant, le mois de septembre est le mois du renouveau à l'Education Nationale. (Notons que nos nouveaux collègues sont nommé au 1er septembre alors que la rentrée est ... avant)

En EPS, c'est, comme pour tous, un moment chargé, la liste est longue :

- Accueillir les nouveaux collègues quand ils ont bien pris le poste....
- Vérifier les installations sportives : clés, rangements, changements de l'été... et les travaux qui n'en finissent pas à Puy l'Evêque et qui commencent à Gramat.
- Vérifier les emplois du temps en lien avec tous les utilisateurs des installations sportives (parfois trop nombreux notamment à Cahors).
- Vérifier les créneaux piscine quand il y en a une à proximité (autant dire que cela concerne peu d'établissements). Rappel : 2 piscines couvertes dans le département et 5 piscines nordiques qui ferment au mieux en octobre.
- Faire la publicité pour l'Association sportive.
- Affilier l' Association sportive à l'UNSS.
- Faire l'AG départementale UNSS de rentrée pour prévoir tous les calendriers.

Et j'en passe quand en plus d'être coordonnateur EPS, vous êtes prof principal, secrétaire ou trésorier de l'AS ou à l'initiative d'un projet de rentrée qui permet un accueil de qualité des nouveaux élèves....

Bref les professeurs d'EPS sont à l'œuvre !

Pour autant, tous ne sont pas là : il y a les malades non remplacés à Figeac, le congé maternité de Puy l'Evêque et de plus en plus de contractuels qui sont là, souvent renouvelés sur des BMP (des « blocs de moyens provisoires »), voire des postes qui ne trouvent pas preneurs. Et chaque jour de nouvelles nominations de contractuels pour boucher les manques.

Nous avons appris avec bonheur que le poste de Directeur départemental de l'UNSS a été pourvu mais là encore c'est un enseignant contractuel motivé qui arrive. Bienvenue à lui !



Mais avec tous ces contractuels (fort heureusement souvent compétents dans notre discipline) c'est plus de 10% de notre profession qui se précarise. Et ce n'est pas le CDI qui permet un véritable avenir à ces collègues devenu

indispensables au sein de nos établissements. Tiens 10% : c'était le nombre estimé nécessaire de TZR (titulaires sur zone de remplacement) pour faire fonctionner le remplacement sur un département ! Mais des TZR chez nous : 0 !

Un zoom sur l'UNSS : la direction nationale à côté de ses basquets, du moins à côté des nôtres ! Ils diminuent nos crédits de fonctionnement sans aucun scrupule et on devrait se laisser faire ! Plusieurs actions sont discutées : le refus d'organiser les championnats de France, mais aussi là tout de suite de bloquer le 1er prélèvement de l'affiliation jusqu'en décembre où se tiendra le CA de l'UNSS. Histoire de mettre un coup de pression à nos hautes instances qui n'écoutent rien !

Affaire à suivre donc mais l'UNSS est un bien public trop précieux pour ne pas s'intéresser à ce qui s'y passe. Le SEUL service PUBLIC du SPORT SCOLAIRE à l'origine de la détection de bons nombres de nos champions olympiques tant applaudis cet été.

Alors pour cette belle rentrée post JO, gardons en tête, que lorsqu'un pays se mobilise ensemble, il gagne ; et bien faisons la même chose dans nos luttes !!!

Laure FOLTZER

Syndicalisation des retraité-e-s

Vous êtes nouveau ou nouvelle retraitée ?

Vous pouvez continuer à adhérer à la FSU au travers du syndicat de votre profession.

Nous avons besoin de toutes et tous !

La FSU est active et propose des actions

pour les droits et pensions des retraité-e-s.

Ensemble on est plus fort-e-s !



N° 117 :

Juillet — Août — Septembre 2024

EDITO : Des jeux ...mais le pain?

La parenthèse enchantée se termine : une réussite. On y a mis le prix (des milliards) et tout a bien fonctionné. Les services de transport de santé, la sécurité, des installations irréprochables et un beau spectacle qui nous a permis de patienter : des Français heureux, réconciliés, fiers de leur sportifs, du spectacle offert au monde. Mais la rentrée est arrivée et au final rien n'a changé dans la vraie vie et rien n'avance.

Les transports insuffisants, bondés, en retard, les hôpitaux débordés, les médecins, dentistes en nombre insuffisant, les classes surchargées, des formations qui ferment et des enseignants qui manquent à l'appel. Un étudiant sur 5 qui ne mange pas à sa faim, qui ne se soigne pas comme il devrait, c'est beaucoup...

L'inflation, la vie chère, c'est la dure réalité qui reprend ses droits. Les caisses de l'Etat sont vides, plus que vides et on se demande où est passé cet argent public, certainement pas dans les services publics dans lesquels on nous annonce de nouvelles restrictions. Il a fallu attendre, patienter, plus de soixante jours pour que des ministres prennent fonction, notre président prend son temps mais surtout a mis le pays dans une double impasse politique et financière.

Un pays avec des services publics en bon état, efficaces, c'est un pays dans lequel on vit bien, l'Etat prend soin de ses habitants et n'accepte pas qu'une partie de la nation soit laissée de côté. Pour cela il faudrait que les Français soient entendus or nous sommes bien dans un no man's land démocratique, M. Macron a passé un été sans gouvernement, il gouverne donc seul, le Parlement est dans l'attente, la patience aura ses limites d'autant plus que le rideau est tombé : retour à la dure réalité.

C'est grâce aux alertes et aux actions de syndicats comme la FSU, à l'écoute de travailleurs que les abus du libéralisme sont dénoncés et que les mobilisations organisées permettent de faire peser la balance de l'autre côté, du côté de ceux qui rendent de vrais services à la société mais qui aussi se préoccupent de la jeunesse et de son avenir.

Anne-Marie Bonhomme

Fédération Syndicale Unitaire pour l'Education, la Recherche, la Culture—Bulletin de la section départementale de la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565221279 Mail fsu46@fsu.fr Directeur de la publication : Céline Sompayrac Imprimé par nos soins Prix = 1 euro. Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique des syndicats nationaux de la FSU 46. Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez y avoir accès, ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU46, 80 rue des jardiniers, 46000 CAHORS Tel 0565221279 Mail fsu46@fsu.fr N° ISSN 1268-0613 ; CPPAP : 1225S07627

19 septembre 2024

LHOSPITALET PPDC

P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Services
Publics

il y a
urgence
à les protéger!



**GREVE LE 1ER OCTOBRE
Salaires, Services Publics,
Abrogation réforme des
retraites...**

Page 1 : Edito

Page 2 : 1er degré :
Nouvelle rentrée,
nouvelle DASEN
Enseignement agricole : où sont les moyens ?

Page 3 : 2nd degré :
Du changement et vite !

Page 4 : Rentrée post
JO bien triste en EPS
et à l'UNSS

Premier degré : nouvelle rentrée, nouvelle DASEN

La nouvelle DASEN, Mme Sophie Sarraute, a dirigé le conseil départemental de l'éducation nationale CDEN avec Mme la Préfète.

Elle a pu expliquer sa méthode pour gérer les affaires scolaires dans notre département. Elle a salué les bons résultats de nos écoles rurales. Elle a constaté le P/E élevé du département tout en constatant qu'il y avait encore des pôles à effectifs chargés.

Elle n'a pas de marge de manœuvre en cette rentrée et a décidé de mettre des remplaçants sur les sites sans titulaire (2,5 postes) ce qui diminue les moyens de remplacement, donc chaque circo a déjà nommé à l'année 2 BD sur poste. De plus, des collègues doivent partir à la retraite en cours d'année. Une demande de possibilité de recruter des contractuels est en cours, pour environ 8 contractuels...

Il y a - 154 élèves pour le département après les comptages de rentrée. Nous avons fait remarquer que ce chiffre baisse toujours lors du bilan de rentrée d'automne et qu'il représente moins d'un élève par école. Pour la FSU SNUipp, il faut renforcer la brigade de remplaçants et permettre aux équipes de travailler sereinement avec des RASSED complets mieux répartis sur le territoire. Cela est indispensable vu la problématique éducative et sociétale.

La DASEN ne souhaite pas "supprimer" les petites écoles (63 % à 3 classes et moins) mais veut expertiser le territoire pour voir ce qu'il est possible de faire en concertation avec les élus, parents, enseignants... Elle souhaite à l'avenir avoir une réserve d'emploi pour la rentrée afin de pouvoir faire des ajustements, et ne pas diminuer les moyens de remplacement.

Elle salue l'ouverture de la classe autisme élémentaire à La-bastide Murat (5 élèves).

Elle se félicite des aides "NEFLE" (Notre Ecole Faisons La Ensemble) ce à quoi nous avons rétorqué que ce n'était pas d'un dispositif avec appel à projet pour mettre les écoles en concurrence dont nous avons besoin mais d'un plan équitable pour toutes les écoles !

Il reste des écoles très chargées avec des problématiques particulières sans solution vu leur situation : Martel Mat - Montcuq Elem - St Géry... D'autres situations tendues ont vu des baisses d'effectifs...

Il y a 15 élèves avec notification MDPH sans AESH.

La nouvelle DASEN prend la mesure du département et esquisse des pistes de travail notamment sur le maillage du territoire. Mais y a-t-il des solutions possibles sans moyens supplémentaires ? Nous craignons une carte scolaire difficile.

Ce n'est en tout cas pas avec un gouvernement démissionnaire qui applique toujours la même politique que nous pourrions avoir des postes en plus pour nos élèves (BD), plus de RASSED, plus de formation... Il nous semblait pourtant que les Français avaient voté contre cette politique !

Nous demandons toujours un CHOC des MOYENS et non pas un choc des savoirs.

Second degré : du changement et vite !

On s'est quittés en fin d'année scolaire dans l'angoisse d'une victoire de l'extrême droite au second tour des élections législatives. Après le soulagement et l'espérance levée par l'annonce des résultats, s'en est suivi ce long suspens pour finalement aboutir à une rentrée avec un ministre démissionnaire qui déroule sa feuille de route d'avant les élections comme si de rien n'était, et la nomination par le président de la République d'un premier ministre balayant le résultat des urnes et, avec, notre espoir de reconstruction du service public...

Heureusement, grâce à la large mobilisation contre la réforme du « choc des savoirs » avec le SNES-FSU et l'inter-syndicale, et avec le soutien des associations de parents d'élèves, l'une des pires mesures a été écartée : les groupes de niveau en mathématiques et en français en Sixième et en Cinquième, c'est -à-dire le tri scolaire, et donc

social, des élèves. Le Lot ne fait pas exception : lorsqu'il y a des groupes, ils sont presque tous hétérogènes. Et c'est une belle victoire car, dans un établissement où les groupes de niveaux ont été effectivement mis en place, il a été clairement annoncé aux familles que les élèves du groupe dit « faible » y resteraient jusqu'à la fin de l'année, sans contestation possible. Et jusqu'à la fin du collège ? Qu'en sera-t-il de leur espoir d'obtenir le brevet et d'aller au lycée ?

Malheureusement les effets négatifs du « choc des savoirs » n'ont pas pu être tous neutralisés. Pour faire des groupes en maths et en français, même hétérogènes, les collèges ont dû puiser des moyens dans les quelques dispositifs qui restaient encore, eux, favorables aux élèves : dédoublements en sciences ou en langues, classes bilangues, latin, aide aux devoirs, projets permettant de « raccrocher » des élèves à leur scolarité... De plus

la multiplication des groupes complique les emplois du temps, augmente les temps d'études des élèves et donc le travail des vies scolaires, déjà en tension depuis des années, entre baisse des moyens et ajout de nouvelles missions. D'autre part, les professeurs de français et de maths en 6e et 5e n'ont plus tous les élèves de la classe, il est donc de plus en plus difficile de trouver des professeurs principaux pour ces niveaux.

Pour le reste, la rentrée 2024 de notre département n'est pas meilleure que la précédente. Encore trop de classes surchargées, jusqu'à 36 en lycée, 31 en collège. Au lycée, des programmes de spécialité toujours trop lourds mettent élèves et enseignants en tension permanente. En collège comme en lycée, il y a encore des classes sans prof de français, maths, SES, NSI, espagnol, anglais, musique, EPS..., malgré les TZR (professeurs

remplaçants) déjà sur des postes à l'année et l'embauche de contractuels. De quoi s'inquiéter pour les besoins de remplacement qui apparaîtront forcément en cours d'année. Il manque aussi des AESH pour accompagner les élèves en situation de handicap. Certains établissements font leur rentrée sans infirmière, médecin scolaire, assistante sociale, secrétaire ou gestionnaire.

Bref, il y a pénurie de personnels et pas seulement dans le Lot ! Le nouveau gouvernement devra prendre la mesure de la grave crise que traverse l'Éducation nationale ! Le SNES-FSU saura lui rappeler qu'au lieu d'envisager toujours plus de suppressions de postes, il faut se saisir de la baisse démographique annoncée pour revaloriser et ainsi recruter afin de rattraper le retard accumulé depuis plusieurs années. C'est urgent !

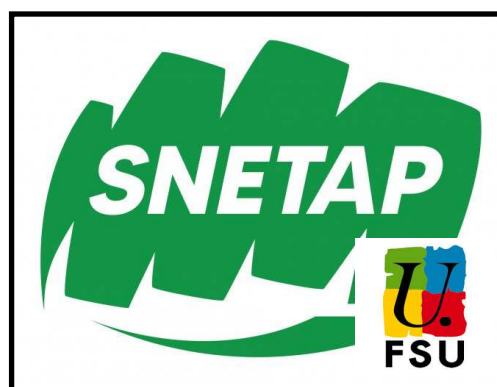
Florence Cabrit

Enseignement agricole : Où sont les moyens ?

Cette rentrée scolaire sans gouvernement est d'autant plus incertaine pour l'Enseignement Agricole qu'elle intervient après une dissolution de l'Assemblée Nationale qui a "enterré" la loi d'avenir agricole.

A partir de là, quelles directives sont données aux autorités régionales en charge de l'enseignement agricole (DRAAF-SRFD) et aux chefs d'établissements pour tenter d'aller par exemple vers les objectifs des contrats territoriaux, pour conforter les classes à faibles effectifs et en ouvrir de nouvelles, pour répondre en particulier au défi du renouvellement des générations en agriculture qui lui ne peut plus attendre ?

Mais cette rentrée, c'est aussi des crédits remplacement déjà épuisés dans plusieurs régions dont la région Occitanie et de trop nombreux établissements agricoles publics en très grande difficulté financière, dont deux établissements agricoles lotois :



La **vinadie** à Figeac et le **lycée des territoires** à Le Montat... Les agent.es découvrent une triste réalité aux premiers jours de leur rentrée.

Le SNETAP-FSU continuera, plus que jamais en cette rentrée, la bataille des moyens pour un enseignement agricole public de qualité pour la réussite des élèves.

Benjamin Bro



SERVICES PUBLICS ÉDUCATION, RECHERCHE, CULTURE, SANTÉ-SOCIAL, JUSTICE, EMPLOI, ENVIRONNEMENT, COLLECTIVITÉS...

Unissons-nous, Syndiquons-nous !

